

Unité bidépartementale Eure - Orne
1 avenue du Maréchal Foch
27020 EVREUX

EVREUX, le 03/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



CARLO ERBA REAGENTS Val de Reuil

Chaussée du Vexin
BP 616
27100 Val-de-Reuil

Références :
Code AIOT : 0005800503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2023 dans l'établissement CARLO ERBA REAGENTS Val de Reuil implanté Parc d'activités des Portes Chaussée du Vexin 27100 Val-de-Reuil. L'inspection a été annoncée le 09/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARLO ERBA REAGENTS Val de Reuil
- Parc d'activités des Portes Chaussée du Vexin 27100 Val-de-Reuil
- Code AIOT : 0005800503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Carlo Erba Reagents est fournisseur d'équipements et produits de laboratoires. Sur le site de Val-de-Reuil, sont conditionnés et mélangés divers liquides inflammables.

Installations visitées le jour de l'inspection :

- Ancienne maison du gardien (nouveau local POI)
- locaux V01, W03, L01, L02, F01, F02, F03
- cuvettes X02 et X05

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Stockages de liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Stratégie de lutte contre l'incendie des stockages de LI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Bilan de conformité à l'AM 03/10/10 modifié	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1.V	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Application de l'AM 03/10/10 aux réservoirs aériens LI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	/	Sans objet
3	Application de l'AM 24/09/20 aux stockages de récipients mobiles LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1	/	Sans objet
4	Bilan de conformité à l'AM 24/09/20	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1.V	/	Sans objet
6	Contenants fusibles de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.1	/	Sans objet
7	Extinction automatique incendie dans des bâtiments de stockage LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article annexe V - II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Dispositif de rétention de bâtiments de stockage LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article annexe V - II	/	Sans objet
9	Siphons coupe-feu	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.14.III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Carlo Erba Reagents dispose de plusieurs zones de stockages de liquides inflammables sur son site de Val-de-Reuil soumis à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif aux stockages en récipients mobiles et de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif aux stockages en réservoirs aériens, respectivement créé ou modifié suite à l'incendie survenu en septembre 2019 à Rouen. Dans les délais réglementaires fixés par ces textes, des mises aux normes sont nécessaires pour améliorer la sécurité globale du site et éviter, en cas de départ de feu, des effets domino sur les installations voisines. A ce titre, après une réorganisation des stockages, un prochain arrêté préfectoral complémentaire précisera les zones autorisées jusqu'alors dans l'AP actuel du 24/09/2021 dans lesquelles il n'y a plus de stockages de liquides inflammables, tels que précisés par le guide de lecture des textes liquides inflammables de la DGPR. Une autre zone de stockage sous auvent, si elle est conservée, nécessite de gros travaux de mises aux normes, notamment en ce qui concerne les rétentions (la nappe étant susceptible de sortir de ce bâtiment et de se répandre sur le site) et la défense incendie, d'autant que cette zone est située au centre de l'usine et générerait en cas d'incendie des effets domino sur des unités de production voisines, le local contenant le groupe motopompe, et d'autres bâtiments... L'exploitant précisera le devenir de cet auvent, et le cas échéant les travaux menés pour le mettre en conformité. Après d'ultimes actions de réduction du risque à la source éventuelles, le plan d'actions proposé par l'exploitant pour se mettre en conformité par rapport aux AM 03/10/10 modifié et 24/09/20 sera mis en oeuvre. Cela comprend notamment l'installation de système d'extinction automatique incendie dans 3 cellules contenant des récipients mobiles de liquides inflammables, et la mise en oeuvre de mesures permettant d'assurer une rétention de ces mêmes cellules conforme aux exigences de l'AM 24/09/20. Des réflexions seront également menées pour respecter d'ici janvier 2026 les prescriptions fixées à l'article III.1 de l'AM 24 septembre 2020 relatives à l'interdiction de stocker en contenants fusibles les liquides les plus inflammables. En matière de défense incendie, le POI revisité sera diffusé, incluant certaines fiches scénario indiquées dans le rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Réglementation applicable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables » ;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 « au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation » dépassent 1 000 tonnes.</p> <p>II. Ne sont pas soumis au présent arrêté les stockages soumis à l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p> <p>III. Pour les installations relevant du I-1 ou I-2, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages « en réservoirs aériens » de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93° C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 « présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation », à l'exclusion de ceux cités au II.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par arrêté préfectoral du 24/09/2021, le site de Val-de-Reuil de la société Carlo Erba Reagents est soumis à Autorisation sous la rubrique 4330 relative aux liquides inflammables de catégorie 1, Enregistrement sous la rubrique 4331 relative aux liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3, et à Déclaration sous la rubrique 4722 relative au méthanol. Aussi, en application de l'article 1.I.1 et 1.III de l'arrêté ministériel du 03/10/10, les stockages de ce site en réservoirs aériens manufacturés de liquides de mentions de danger H224, H225, H226, de liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C, et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 doivent respecter les prescriptions définies dans cet arrêté ministériel du 03/10/10 modifié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bilan de conformité à l'AM 03/10/10 modifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1.V
Thème(s) : Risques accidentels, Mise aux normes d'installations existantes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : V. Pour les installations existantes relevant du I. 2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il doit fournir une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions qui leur sont applicables du présent arrêté.
Constats : Par courrier du 23/12/2021, la société Carlo Erba a indiqué avoir étudié les impacts de la mise en place des nouveaux textes réglementaires post-Lubrizol sur son site de Val-de-Reuil, et en particulier l'application de l'arrêté ministériel du 03/10/10. Elle a ensuite fourni en décembre 2022, en réponse à une demande de l'inspection, un bilan de conformité de ses installations de Val-de-Reuil par rapport aux arrêtés ministériels du 03/10/10 et 24/09/20, associé à un planning de réalisation de travaux. Il ressort de cette analyse menée par l'exploitant des actions pour se mettre en conformité par rapport à l'arrêté ministériel du 03/10/10 modifié détaillées en annexe confidentielle. Demande de l'inspection n°1 : La société Carlo Erba doit mettre en oeuvre les plans d'actions prévus pour lever les écarts réglementaires par rapport à l'AM 03/10/10 modifié.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Application de l'AM 24/09/20 aux stockages de réipients mobiles LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réglementation applicable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites " rubriques liquides inflammables " ;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p> <p>II. Pour les installations relevant du I, relèvent également du présent arrêté les stockages de liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles situés à proximité de liquides inflammables, quand ils répondent aux conditions de proximité définies dans l'article I-3.</p> <p>III. Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en récipients mobiles de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.</p> <p>Ne sont pas soumis au présent arrêté les stockages soumis à l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p> <p>Constats :</p> <p>Par arrêté préfectoral du 24/09/2021, le site de Val-de-Reuil de la société Carlo Erba Reagents est soumis à Autorisation sous la rubrique 4330 relative aux liquides inflammables de catégorie 1, Enregistrement sous la rubrique 4331 relative aux liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3, et à Déclaration sous la rubrique 4722 relative au méthanol. Aussi, en application de l'article I.1.I.1 et I.1.III de l'arrêté ministériel du 24/09/20, les stockages sur ce site en récipients mobiles de liquides de mentions de danger H224, H225, H226, de liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C, et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 doivent respecter les prescriptions définies dans cet arrêté ministériel du 24/09/20. Selon l'arrêté préfectoral du 24/09/2021 encadrant les activités du site, en plus de réservoirs aériens, des stockages de liquides inflammables sont autorisés en récipients mobiles dans un auvent, dans plusieurs autres bâtiments détaillés en annexe confidentielle. Lors de l'inspection de juin 2023, l'exploitant a précisé que depuis l'arrêté préfectoral, certains stockages ont été réorganisés ; ce qu'a constaté par sondage l'inspectrice. => L'inspection actera dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire qu'il n'y pas de stockages de liquides inflammables dans les bâtiments en question, tels que définis dans le guide de lecture des textes liquides inflammables - partie A au chapitre A.IV.1. La réorganisation des stockages a permis une réduction des risques à la source. Par conséquent, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 24/09/20 relatif aux stockages en récipients mobiles de liquides inflammables ne s'appliquent pas aux bâtiments en question. Sur site, comme</p>

<p>constaté par sondage le 05/06, les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables étaient situés dans plusieurs autres bâtiments détaillés en annexe confidentielle, sur lesquels des mises aux normes au regard de l'AM 24/09/20 sont à prévoir.</p>
<p>Observations : Le guide de lecture des textes liquides inflammables - partie A précise d'ailleurs la définition des stockages au chapitre A.IV.1 :</p> <p>"Au sens de l'arrêté du 24 septembre 2020 (récipients mobiles), les stockages correspondent à tous les lieux où sont présents des récipients mobiles en attente d'utilisation quelles que soient les quantités présentes ou le temps de présence. Néanmoins, ne constituent pas des stockages :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les récipients mobiles en cours d'utilisation, de remplissage, de vidange ou de consommation ainsi que les conteneurs entamés de fabrication d'une campagne à l'autre ; * les récipients mobiles présents dans les bureaux ou locaux administratifs ; * les récipients mobiles entreposés au sein des laboratoires et ateliers maintenance, nécessaires à leur activité, et dans la mesure où la quantité maximale de liquides inflammables est inférieure à 2m3 ; * les récipients mobiles en cours de manutention. Les récipients mobiles en cours de manutention sont les récipients mobiles en cours de chargement, déchargement, ou plus globalement en cours de gestion, y compris les récipients mobiles posés temporairement au sol, le temps d'effectuer les manipulations nécessaires aux opérations logistiques (rassemblement d'un ensemble de récipients mobiles pour chargement, récipients mobiles sortant juste de la chaîne de production en attente de leur déplacement vers le stockage, ...). A contrario, l'entreposage d'un ensemble de récipients mobiles sur une zone dédiée, au-delà de la durée nécessaire aux opérations logistiques, en perspective d'un chargement qui interviendrait plusieurs heures voire jours plus tard, n'est pas assimilé à de la manutention, les récipients mobiles sont alors considérés comme des stockages."
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Bilan de conformité à l'AM 24/09/20

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1.V
Thème(s) : Risques accidentels, Mises aux normes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : V. Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.
Constats : Par courrier du 23/12/2021, la société Carlo Erba a indiqué avoir étudié les impacts de la mise en place des nouveaux textes réglementaires post-Lubrizol sur son site de Val-de-Reuil, et en particulier l'application de l'arrêté ministériel du 24/09/2020. Elle a ensuite fourni en décembre 2022, en réponse à une demande de l'inspection, un bilan de conformité de ses installations de Val-de-Reuil par rapport aux arrêtés ministériels du 03/10/10 et 24/09/20, associé à un planning de réalisation de travaux. Demande de l'inspection n°2 : L'exploitant doit préciser sous 3 mois si des liquides et solides liquéfiables combustibles, tels que définis à l'article I.2 de l'AM 24/09/20, sont susceptibles d'être stockés sur son site. Le cas échéant, les mises aux normes à réaliser sur ces stockages seront précisées. Il ressort de cette analyse menée par l'exploitant des actions détaillées en annexe confidentielle pour se mettre en conformité par rapport à l'arrêté ministériel du 24/09/20. Demande de l'inspection n°3 : La société Carlo Erba doit mettre en oeuvre, dans les échéances fixées par l'AM, les plans d'actions prévus pour lever les écarts réglementaires par rapport à l'AM 24/09/20. En outre, un stockage de récipients mobiles de liquides inflammables n'est pas spécifiquement abordé dans ce bilan de conformité, alors que des mises aux normes sur ce stockage sont à prévoir. Demande de l'inspection n°4 : l'exploitant doit préciser à l'inspection sous 6 mois les mesures envisagées et le planning associé pour mettre en conformité d'ici 2026 ce stockage de liquides inflammables au regard de l'arrêté ministériel du 24/09/20 si des stockages de liquides inflammables, tels que définis dans le guide de lecture des textes LI - partie A en son article A.IV.1, y restent prévus. Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.
Observations : Demande de l'inspection n°4 : l'exploitant doit préciser à l'inspection sous 6 mois les mesures envisagées et le planning associé pour mettre en conformité d'ici 2026 l'auvent V01 au regard de l'arrêté ministériel du 24/09/20 si des stockages de liquides inflammables, tels que définis dans le guide de lecture des textes LI - partie A en son article A.IV.1, y restent prévus. Dans ce cas, au vu de la situation centrale de cet auvent dans la configuration globale du site, une stratégie de défense incendie robuste est alors à prévoir pour éviter une propagation d'un incendie aux outils de production voisins. Un dispositif de rétention suffisamment dimensionné de ce bâtiment est également à aménager.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Stratégie de lutte contre l'incendie des stockages de LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>43-1. Stratégie de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; - 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ; - 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ; - 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020 ; <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.</p> <p>Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ; - les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document. - en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux points I, B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020. <p>En application de l'article VI.1.I de l'arrêté ministériel du 24/09/20 :</p> <p>I. Les installations disposant de stockages en récipients mobiles soumis au présent arrêté et de réservoirs fixes soumis à l'arrêté modifié du 3 octobre 2010 appliquent les dispositions de l'article 43 de l'arrêté modifié du 3 octobre 2010 en lieu et place des dispositions du présent titre VI.</p> <p>Constats :</p> <p>La société Carlo Erba a élaboré une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de toucher ses stockages de liquides inflammables. Par arrêté préfectoral du 24/09/2021, il est acté que l'exploitant est non autonome, c'est-à-dire a élaboré une stratégie ayant recours aux moyens du SDIS, pour certains scénarii. Dans le dernier POI diffusé à l'inspection, dont la dernière mise à jour date de mars 2022, l'exploitant a défini des fiches pour certains scénarii d'incendie sur des stockages de liquides inflammables notamment. L'exploitant a</p>

indiqué avoir révisé depuis son POI. Demande de l'inspection n°5 : L'exploitant doit communiquer sous 3 mois la dernière version de son POI à l'inspection des installations classées, au SDIS et à la préfecture. Plusieurs fiches scénario, détaillées en annexe confidentielle, seront ajoutées. Demande de l'inspection n°6 : l'exploitant doit au plus vite prendre des dispositions pour que son groupe motopompe ne se trouve plus dans des zones d'effets domino, voire 12 kW/m², générées en cas d'incendie des installations voisines. Le plan d'actions est précisé à l'inspection sous 3 mois. Le 5 juin, l'inspection a demandé un test à l'eau de moyens de défense incendie mobiles du site, en simulant un départ de feu au niveau de l'un des stockages de liquides inflammables. Deux équipiers de seconde intervention sont intervenus avec différents moyens mobiles de défense incendie, précisés en annexe confidentielle. La mise en oeuvre de ces moyens mobiles prend nécessairement du temps, pour réunir les pompiers du site, et faire les branchements... ce qui ne semble pas optimum au regard de la position centrale du stockage de liquides inflammables en question, qui en cas d'incendie génère des effets domino sur des bâtiments voisins. => cf demande de l'inspection n°2. Lors du test à l'eau, une partie des eaux extinction incendie a ruisselé vers une zone enherbée. Demande de l'inspection n°7 : Il est demandé à la société Carlo Erba de prendre sous 6 mois des dispositions pour que l'ensemble des eaux extinction incendie soient le cas échéant canalisées sur surfaces étanches, et rejoignent le bassin du site aménagé pour cela.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 90 jours

N° 6 : Contenants fusibles de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.1
Thème(s) : Risques accidentels, Récipients mobiles de liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Interdiction de stockages en contenants fusibles</p> <p>I. Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>II. Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p> <p>Constats : Selon les engagements de la société Carlo Erba, aucun liquide inflammable de mention de danger H224 n'est stocké en contenants fusibles sur le site. Par contre, y sont actuellement stockés en bâtiments des liquides inflammables de mention de danger H225 en contenants fusibles de plus de 30 voire 230 litres ; ce qui ne sera plus permis à compter du 1er janvier 2026. L'article III.1 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 évoque la possibilité de déroger à ces prescriptions si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. La possibilité de "dérogation" à l'article III-1 de l'Am 24/09/20 par la mise en place de solution homologuée a été ouverte à la demande des fédérations professionnelles lors des échanges sur la rédaction de l'AM du 24/09/20. Il a été décidé à ce moment-là qu'il était de leur responsabilité de proposer au Ministère en charge de l'inspection des installations classées un protocole qui conviendrait à l'ensemble des parties prenantes. Une démarche pour faire valider un tel protocole est portée par un groupe de travail regroupant les fédérations professionnelles, les assureurs, entre autres.</p> <p>A ce jour, aucun protocole n'est reconnu par le ministère (page 6 du guide "Liquides Inflammables"). Le système d'extinction prévu par l'exploitant selon le référentiel R12 est une bonne barrière de maîtrise des risques, mais elle ne répond pas à ce jour à un protocole reconnu par la ministère. Aussi, en attendant la reconnaissance du protocole par le ministère (vous pouvez faire part de vos difficultés auprès de votre fédération professionnelles), l'inspection prend note de l'approche retenue par l'exploitant, mais si le dit protocole revenait à ne pas valider le référentiel R12, tout stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert sera interdit à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Ainsi, l'inspection demande à l'exploitant d'étudier d'ores et déjà la possibilité de stocker les liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) en récipient "non fusible" ce qui constitue dans tous les cas une amélioration de la sécurité et reste dans tous les cas compatibles avec un système d'extinction automatique de type R12 et conforme à la</p>

réglementation. Demande de l'inspection n°8 : aussi, la société Carlo Erba doit continuer à travailler pour respecter les prescriptions de l'article III.1 de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 à échéance 2026.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Extinction automatique incendie dans des bâtiments de stockage LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article annexe V - II
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Pour les autres installations existantes, un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Chaque récipient mobile contenant un liquide inflammable est par ailleurs associé à un dispositif de rétention dont la capacité utile respecte les dispositions du point I de l'article III.12 du présent arrêté dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mettre aux normes certains bâtiments dans lesquels sont stockés des récipients mobiles de liquides inflammables miscibles et non miscibles au regard de l'arrêté ministériel du 24/09/2020, l'exploitant envisage d'installer un système extinction automatique incendie en application de l'annexe V point II de cet AM. Il s'agira d'une extinction automatique incendie haut foisonnement répondant au référentiel R12 de l'APSAD. Cette installation fixe se mettant en route dès détection permettra de lutter au plus vite contre tout départ de feu, et donc de protéger les installations. Selon les explications de l'exploitant, pour être opérationnelle au 1er janvier 2026, le budget de cette extinction automatique incendie doit être validé en octobre 2023, pour que les travaux puissent être effectifs en 2024 - 2025. Des précisions sont apportées en annexe confidentielle. PS: à noter qu'au niveau national, aucun dispositif dont l'exploitant aurait démontré l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, n'a pour l'instant été validé, ni même proposé à l'inspection des installations classées. Un tel dispositif devrait être particulièrement justifié, et pourrait éventuellement faire l'objet d'une demande de tierce expertise.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositif de rétention de bâtiments de stockage LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article annexe V - II
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Pour les autres installations existantes, un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Chaque récipient mobile contenant un liquide inflammable est par ailleurs associé à un dispositif de rétention dont la capacité utile respecte les dispositions du point I de l'article III. 12 du présent arrêté dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>En ce qui concerne le dispositif de rétention, 3 cellules de stockage de liquides inflammables sont reliés à une rétention déportée extérieure présentant un volume suffisant, via un système de drainage dont les avaloirs, grands comme une paume de main, sont de toute évidence sous-dimensionnés par rapport aux dispositions réglementaires prises suite à l'incendie survenu à Rouen en septembre 2019. Cela a été signalé dès 2020 lors d'une inspection sur le sujet des stockages de liquides inflammables. L'industriel a réfléchi à 3 possibilités pour mettre en conformité ses installations, qu'il a exposées en inspection et pour lesquelles il a fourni des plans repris en annexe confidentielle au présent rapport : * possibilité n°1 : réfection du réseau complet existant entre ces bâtiments et le bassin de rétention déporté actuel, pour mettre en place des avaloirs et drainage qui soient correctement dimensionnés => ce qui serait vraiment coûteux car le réseau actuel passe sous ces bâtiments et plusieurs autres bâtiments du site pour rejoindre le bassin déporté ; cela apporterait de plus un risque sur la tenue des structures* possibilité n°2 : réfection complète du réseau à l'intérieur des 3 cellules, et création d'un nouveau bassin déporté du côté de ce bâtiment, bassin qui serait alimenté par des pompes de relevage * possibilité n°3 : pose de barrières amovibles étanches certifiées NFPA, afin de collecter dans les cellules l'ensemble des volumes d'eaux incendie et de LI, qui progressivement iraient rejoindre le bassin déporté actuel via le réseau de drainage actuel même s'il est sous-dimensionné. => cela repose sur des barrières amovibles, ce qui ne répond aux exigences de l'arrêté ministériel du 24/09/20 qui demande à ce que les capacités de rétention de liquides inflammables soient « maintenues fermées » (art III.11.I) et « disponibles en permanence » (art III.11.II). La réglementation relative aux stockages de liquides inflammables modifiée suite à l'incendie de septembre 2019 de Rouen vise à éviter la constitution d'une nappe de liquide inflammable enflammée ; l'idéal étant la mise en place de rétention déportée éloignée de la zone susceptible d'être en feu, alimentée en gravitaire par un dispositif de drainage suffisamment dimensionné et équipé de siphons coupe-feu. => L'inspection considère par conséquent que la possibilité n°2 présentée par l'exploitant est celle qui permet de répondre aux exigences de l'AM 24/09/20, et de protéger au mieux le site en cas de départ de feu dans les cellules de liquides inflammables en question. Mise en place de siphons coupe-feu et d'un dispositif de drainage actif répondant aux exigences de l'AM 24/09/20 sont naturellement à prendre en compte dans le projet. Demande de l'inspection n° 10 : l'exploitant précisera sous 6 mois son calendrier de mise en oeuvre pour respecter les échéances du 1er janvier 2026. Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.</p>
<p>Observations : => L'inspection considère par conséquent que la possibilité n°2 présentée par l'exploitant est celle qui permet de répondre aux exigences de l'AM 24/09/20, et de protéger au mieux le site en cas de départ de feu dans les cellules de liquides inflammables F01 F02 F03. Mise en place de siphons coupe-feu et d'un dispositif de drainage actif répondant aux exigences de l'AM 24/09/20 rappelées ci-dessus sont naturellement à prendre en compte dans le projet. Demande de l'inspection n° 10 : l'exploitant précisera sous 6 mois son calendrier de mise en oeuvre pour respecter les échéances du 1er janvier 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Siphons coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.14.III
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. Dispositif d'extinction des effluents enflammés Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des zones de collecte vers un dispositif permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur réinflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée. Ce dispositif peut être une fosse d'extinction, un plancher pareflamme, un siphon anti-feu ou tout autre dispositif équivalent.
Constats : En inspection, l'exploitant a indiqué que des siphons coupe-feu ou autres dispositifs équivalents équipent le réseau de drainage reliant les zones de stockage de liquides inflammables à la rétention déportée. Demande de l'inspection n°9 : le plan de localisation des siphons coupe-feu ou autres dispositifs équivalents, ainsi que leur programme de maintenance, est à fournir sous 3 mois à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet